

Accord national

**BRANCHES PRODUCTION AGRICOLE ET COOPÉRATIVES
D'UTILISATION DE MATÉRIEL AGRICOLE**

Avenant n° 1 du 27 avril 2023

NOR : AGRS2397115M

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles FNSEA ;
Fédération nationale des coopératives d'utilisation de matériel agricole
FNCUMA ;
Association française des parcs zoologiques AFdPZ,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**Fédération générale agroalimentaire CFDT ;
Fédération nationale agroalimentaire et forestière CGT ;
Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et des
secteurs connexes FO ;
Fédération CFTC de l'agriculture ;
Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Comme prévu à l'article 2 de l'accord d'élargissement du champ conventionnel de la branche de la production agricole et des CUMA à la branche des parcs zoologiques ouverts au public du 1^{er} février 2022, les partenaires sociaux font évoluer l'accord national du 7 juin 2017 instituant une commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation production agricole/CUMA pour intégrer la branche des parcs zoologiques.

Dans la mesure où les parcs zoologiques font juridiquement partie du 1^o de l'article L. 722-1 du code rural et pêche maritime, ils sont déjà compris dans le terme « Production agricole ». Il n'est donc pas nécessaire de les nommer expressément. De même, dans un objectif de clarté, les partenaires sociaux choisissent de remplacer les termes « la branche production agricole et la branche CUMA » ou « branches production agricole et CUMA » par « la branche PA/CUMA ».

Le présent avenant ayant vocation à s'appliquer essentiellement auprès de très petites entreprises, les partenaires sociaux estiment que ces dispositions leur sont particulièrement appli-

cables et que, par conséquent, ils répondent à l'obligation issue de l'article L. 2261-23-1 du code du travail.

Article 1^{er} | Modification du champ d'application

L'article 1^{er} est modifié comme suit :

« Le présent accord est applicable sur l'ensemble du territoire français (métropole et départements, régions et collectivités d'Outre-mer), aux exploitations et entreprises agricoles ayant une activité définie à l'article L. 722-1, 1° (à l'exception des centres équestres, des entraîneurs de chevaux de courses et des champs de courses), et 4° du code rural (à l'exception de la conchyliculture) ainsi qu'aux coopératives d'utilisation de matériel agricole. »

Article 2 | Modifications rédactionnelles

À chaque évocation dans l'accord des branches concernées, il faut entendre que les secteurs professionnels de la production agricole, les parcs zoologiques compris, et les CUMA sont concernés.

Ainsi :

- à l'alinéa 1 de l'article 3.1 « pour la branche production agricole et pour la branche CUMA » devient « pour la branche PA/CUMA » ;
- à l'alinéa 11 de l'article 3.1 « dans la branche production agricole et/ou dans la branche CUMA » devient « dans la branche PA/CUMA » ;
- à l'alinéa 2 de l'article 3.2 « la branche production agricole et la branche CUMA » devient « la branche PA/CUMA » ;
- à l'alinéa 1 de l'article 3.3 « dans la branche production agricole et dans la branche CUMA » devient « dans la branche PA/CUMA » ;
- à l'alinéa 3 de l'article 4 « de la branche production agricole et de la branche CUMA » devient « de la branche PA/CUMA ».

Article 3 | Durée et date d'entrée en vigueur

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée et entre en vigueur à la date de sa signature.

Article 4 | Dépôt et extension

Le présent accord est déposé conformément aux dispositions légales et son extension est demandée.

Fait à Paris, le 27 avril 2023.

(Suivent les signatures.)